



Communiqué de presse

Les Lilas le 13 février 2023

Le Ministère de l'Éducation nationale doit passer aux actes contre les violences sexistes et sexuelles

Les organisations syndicales représentatives du CSA, FSU, Sgen-CFDT, CGT Educ'action, SNALC et Sud Education dénoncent le manque de volontarisme du ministère de l'Éducation nationale en termes de politique d'égalité femmes/hommes, notamment en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

A contre-courant des engagements oraux du ministre lors de l'installation du comité social d'administration le 9 février 2023, en dépit de l'inscription de cette obligation dans le plan national d'action pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, signé en décembre 2020, le ministère vient de refuser de dédier des moyens pour le/la représentant·e des personnels qui exercera la fonction de référent·e violences sexistes et sexuelles.

Par ce refus, le ministère semble confirmer une position de façade en termes d'égalité professionnelle. Il ne se donne pas tous les moyens pour faire de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles une priorité.

Nos organisations syndicales exigent des moyens pour le/la représentant·e syndical·e qui prendra en charge cette mission. Elles continueront de mener un combat déterminé pour que le ministère assume son devoir d'exemplarité en matière d'égalité et enclenche de manière urgente, une véritable politique de tolérance zéro pour éradiquer les violences faites aux femmes.